Initiatives ministérielles

des audiences que nous avons consacrées à l'étude de ce projet de loi.

En ce qui concerne la protection à l'étranger, sur le plan commercial, des variétés végétales canadiennes, nous n'avons pas d'étude qui nous serve de point de repère pour savoir actuellement jusqu'à quel point nous sommes présents sur les marchés étrangers; aussi, comment allons-nous mesurer le progrès ou le recul?

Le quatrième aspect que le gouvernement est prêt à appuyer porte sur la possibilité d'améliorer des variétés végétales dans l'intérêt du public, notamment celui des agriculteurs et des horticulteurs. Nous pourrions remonter en arrière et déterminer quelles variétés existent à l'heure actuelle, puis établir un système qui fournirait ce genre de surveillance et d'évaluation. À ma connaissance et après avoir entendu les témoins qui ont comparu devant le comité, un tel système n'est pas très efficace, et on ne sait même pas s'il existe.

Par conséquent, sur tous ces points, le secrétaire parlementaire du ministre a raison quand il dit qu'il sera difficile d'évaluer les résultats obtenus. Je ne vois pas en quoi cela justifie la décision du gouvernement pour cette raison puisse justifier de ne pas appuyer les trois points supplémentaires. Tout le domaine est plutôt confus, mais ce sont des questions qui devraient être examinées de près.

Il ne sera pas facile d'effectuer l'évaluation prévue à l'article 77 dans le cadre de la procédure d'examen, mais on y trouve certaines lignes directrices. Je pense que les lignes directrices supplémentaires formulées par le député d'Algoma n'entrent pas en conflit avec les quatre qui ont déjà été requises en vertu de la Loi et qui ont l'appui du gouvernement.

S'il s'avère impossible d'effectuer l'évaluation lors de l'examen décennal, le comité d'examen pourra simplement faire valoir que la chose était impossible et expliquer pourquoi. Le comité pourrait également découvrir qu'il en est ainsi également pour les quatre points que le gouvernement est actuellement disposé à accepter. Le comité pourrait informer le Parlement de l'époque et les agriculteurs, phytogénéticiens et consommateurs canadiens, de l'orientation qu'a pris le pays, en raison de la mise en vigueur de cette mesure législative. Je suppose que la majorité conservera sa position jusqu'à la fin de la troisième lecture et que le projet de loi sera adopté à

cette étape, même si j'estime que c'est une exigence discutable qui n'est pas dans l'intérêt supérieur du pays.

Pour conclure, je demanderais aux ministériels, en particulier au secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture, de revoir son analyse des trois points par rapport aux quatre qu'il est déjà disposé à accepter. Je répète que les difficultés qu'il éprouve à l'égard des trois aspects que propose mon collègue d'Algoma sont très semblables à celles qu'il devrait rencontrer avec les quatre qu'il est prêt à accepter. Étant donné que tout cela va être très difficile à évaluer, il serait bien inspiré, je pense, d'accepter les trois autres et de nous laisser faire un examen aussi approfondi que possible dans dix ans.

• (1020)

M. John Brewin (Victoria): Monsieur le Président, je profite de l'occasion pour vous faire connaître les préoccupations dont m'ont fait part une foule d'habitants de Victoria au sujet de ce projet de loi.

C'est une mesure qui n'a pas reçu toute l'attention qu'elle mérite à l'échelle du pays. Sans doute que son titre porte les gens à penser qu'il est très spécialisé. En réalité, bon nombre de mes électeurs estiment qu'il sera lourd de conséquences pour les Canadiens, surtout si l'on tient compte des menaces qui pèsent actuellement sur l'environnement.

Selon l'interprétation, fort juste selon moi, qu'on fait du projet de loi, celui-ci brime notre droit de choisir les plantes que nous voulons cultiver, de choisir nos cultures vivrières. Il n'a pas fait l'objet de toutes les discussions qu'il faudrait dans toutes les régions du pays. Les amendements proposés par mes collègues du NPD dissiperaient en grande partie ces préoccupations.

Ces amendements prévoient le paiement de droits à l'office international des ressources phytogénétiques, qui pourraient servir à la création de variétés végétales et de ressources génétiques à travers le monde. Cela pousserait du même coup le directeur à demander l'avis du conseil consultatif composé d'obtenteurs, de marchands de semences, d'agriculteurs et du grand public, tout en garantissant la production de rapports. Il faudrait, à tout le moins, que les Canadiens soient informés des répercussions et de l'évolution de ce projet de loi.

Le gouvernement semble résolu, à ce stade, à le faire adopter. J'espère toutefois qu'il étudiera avec soin les divers amendements, celui en particulier dont la Chambre est maintenant saisie, et qu'il fera bon accueil aux